

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès  
84 905 Avignon

Avignon, le 30/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GBFOODS PRODUCTION FRANCE SAS**

1420 Route de Carpentras  
84 130 Le Pontet

Références :D-00306-2024/LRAR N°1A 200 983 4581 4  
Code AIOT : 0006400451

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2024 dans l'établissement GBFOODS PRODUCTION FRANCE SAS implanté 1420 Route de Carpentras 84 130 Le Pontet. L'inspection a été annoncée le 05/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale coup de poing 2024 de l'Inspection des Installations classées. L'objet de cette inspection est de contrôler le respect des prescriptions liées à la consommation d'eau et de rappeler aux industriels les exigences applicables en période de sécheresse.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GBFOODS PRODUCTION FRANCE SAS
- 1420 Route de Carpentras 84 130 Le Pontet
- Code AIOT : 0006400451
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise GB FOODS PRODUCTION située au PONTET a pour activité principale la fabrication de

potages et soupes sous conditionnement aseptique (sous la marque LIEBIG par exemple,) et le conditionnement de soupe déshydratée (sous la marque ROYCO par exemple).

Le site industriel est autorisé au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) par l'arrêté préfectoral du 28 février 2017 modifié.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Action coup de poing Sécheresse

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Origine de l'eau et prélèvement	Arrêté Préfectoral du 28/02/2017, article 4.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Suivi des consommations d'eau / relevé / registre	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Présence de compteurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
3	Volumes d'eau prélevés	Arrêté Préfectoral du 28/02/2017, article 4.2.1
5	Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4-I
6	Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
7	Mise en œuvre du PSH	Autre du 20/03/2023, article Communication DREAL

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été l'occasion de faire un bilan des prélèvements d'eau et de sensibiliser l'exploitant sur les dispositions réglementaires applicables en période de sécheresse. Elle a permis de faire le point sur les usages et les actions mises en œuvre par l'exploitant pour maîtriser la consommation.

Par ailleurs, l'Inspection adresse à l'exploitant une lettre préfectorale de suite pour :

- le constat relatif à l'origine des prélèvements dans les eaux souterraines,
- le constat relatif au relevé des prélèvements d'eau qui doit être journalier.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Origine de l'eau et prélèvement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/02/2017, article 4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b>

(...)

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE) (si prélèvement dans une masse d'eau)	Prélèvement maximal	
			annuel (m <sup>3</sup> /an)	horaire (m <sup>3</sup> /h)
Eau souterraine	Alluvions du Rhône	FRDG82	500 000 pour les eaux potables industrielles	P1 : 50 P2 : 50 F4 : 30 F6 : 35
			60 000 pour le refroidissement	P3 : 50 P5 : 50
Réseau public		/	30 000	/

La consommation moyenne annuelle en eaux potables souterraines ne doit pas dépasser 5,3 m<sup>3</sup>/tonne de produits fabriqués.

Les caractéristiques du forage sont les suivantes :

- Les puits P3 et P5 alimentent le circuit des eaux de refroidissement. L'eau pompée à une profondeur de 10 m est stockée dans une bache de 50 m<sup>3</sup>.
- Le puits P1, P2 et les forages F4, F6 fournissent l'eau potable industrielle, utilisée en fabrication et à des fins domestiques. L'eau pompée à une profondeur respective de 9, 10, 109 et 109 mètres est stockée dans deux baches de 50 m<sup>3</sup> chacune.

#### Constats :

L'approvisionnement en eau est assuré par les eaux souterraines (4 puits et 2 forages) et le réseau d'adduction en eau potable (AEP).

L'article 4.2.1 de l'arrêté préfectoral du 28 février 2017 mentionne bien ces 2 catégories d'eau utilisées et précise 2 usages différents pour l'eau souterraine : eaux potables industrielles et eaux de refroidissement.

L'exploitant indique que seuls les puits/forages P1, P5 et F6 sont actuellement exploités et apporte les précisions suivantes :

- pour les eaux de refroidissement, le puits P3 n'est plus exploité actuellement, mais il reste toujours équipé et entretenu comme s'il était en exploitation ;
- pour les eaux potables industrielles :
  - le puits P2 est dans la même situation que le puits P3, avec un usage futur envisagé pour le refroidissement,
  - le forage F4 est dans la même situation que les puits P2 et P3.
- pour le réseau AEP, 2 usages sont définis : eaux domestiques et en secours pour les eaux potables industrielles.

Le code masse d'eau mentionné dans l'arrêté préfectoral est erroné ; compte tenu du nom de la masse d'eau, il s'agit probablement du code FRDG382.

Par contre, l'exploitant indique sur GEREP la masse d'eau suivante pour ses eaux souterraines : *Marno-calcaires et grès Collines Côte du Rhône rive gauche et de la bordure du bassin du Comtat*, Code Sandre : FRDG536

Compte tenu des différences de profondeur entre les puits et les forages, et de la potentielle superposition des masses d'eau, l'exploitant est tenu de confirmer, dans un délai de 1 mois, l'origine des prélèvements de ses eaux souterraines pour ses puits et ses forages.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 2 : Présence de compteurs

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.  
(...)

**Constats :**

Chaque ouvrage de prélèvement est équipé d'un compteur (puits, forages et AEP).

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 3 : Volumes d'eau prélevés

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/02/2017, article 4.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

(...)

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE) (si prélèvement dans une masse d'eau)	Prélèvement maximal	
			annuel (m <sup>3</sup> /an)	horaire (m <sup>3</sup> /h)
Eau souterraine	Alluvions du Rhône	FRDG82	500 000 pour les eaux potables industrielles	P1 : 50 P2 : 50 F4 : 30 F6 : 35
			60 000 pour le refroidissement	P3 : 50 P5 : 50
Réseau public		/	30 000	/

La consommation moyenne annuelle en eaux potables souterraines ne doit pas dépasser 5,3 m<sup>3</sup>/tonne de produits fabriqués.

Les caractéristiques du forage sont les suivantes :

- Les puits P3 et P5 alimentent le circuit des eaux de refroidissement. L'eau pompée à une

<p>profondeur de 10 m est stockée dans une bache de 50 m<sup>3</sup>.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le puits P1, P2 et les forages F4, F6 fournissent l'eau potable industrielle, utilisée en fabrication et à des fins domestiques. L'eau pompée à une profondeur respective de 9, 10, 109 et 109 mètres est stockée dans deux baches de 50 m<sup>3</sup> chacune.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour l'année 2022, l'exploitant a déclaré sur GEREPE les prélèvements d'eau suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>eau souterraine (puits et forages) : 318 280 m<sup>3</sup>,</li> <li>réseau d'eau public AEP : 3 702 m<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>Pour l'année 2023, l'exploitant présente via son registre les prélèvements d'eau suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>eau souterraine (puits et forages) : 289 999 m<sup>3</sup>,</li> <li>réseau d'eau public AEP : 5 938 m<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>Le respect du débit horaire maximal autorisé pour les puits et les forages en exploitation et la consommation moyenne annuelle par tonne de produits fabriqués n'a pas été vérifié au cours de cette visite.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Suivi des consommations d'eau / relevé / registre

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...)</p> <p>Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les compteurs sont relevés hebdomadairement par l'exploitant et les résultats sont reportés dans un registre informatisé présenté à l'Inspection.</p> <p>Considérant que le débit susceptible d'être prélevé est supérieur à 100 m<sup>3</sup>/j pour les 3 ouvrages en exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place, sous un mois, un relevé journalier de ses prélèvements d'eau.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 5 : Déclarations GEREPE : prélèvements et volumes d'eau rejetés

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4-I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p><b>Prélèvements :</b> L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, [...] les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m<sup>3</sup>/an ; (...)</p> <p><b>Volumes d'eaux rejetés :</b> L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées [...] les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; (...)</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré annuellement sur GERP ses prélèvements en eau et ses volumes d'eaux rejetés. La déclaration 2022 a été présentée en séance : les données de prélèvements déclarés sur GERP en 2022 concordent avec les données du registre de l'exploitant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : <a href="https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire">https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire</a> La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p><b>Constats :</b> Pour l'année 2023, la zone de gestion sécheresse dont dépend l'établissement a été en alerte renforcée du 12 mai au 14 juin 2023, ainsi que du 16 septembre 2023 au 15 janvier 2024 : l'exploitant avait bien connaissance de ces informations. Par méconnaissance, l'exploitant indique qu'il n'a pas effectué de déclaration sur le site internet démarches simplifiées en 2023. L'Inspection a informé l'exploitant que les informations relatives au niveau de gravité de la zone qu'il doit suivre sont accessibles sur le site internet VIGIEAU (<a href="https://vigieau.gouv.fr">https://vigieau.gouv.fr</a>).</p>

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 :** Mise en œuvre du PSH

**Référence réglementaire :** Autre du 20/03/2023, article Communication DREAL

**Thème(s) :** Risques chroniques, PSH

**Prescription contrôlée :**

Les services de l'État ont tiré le retour d'expérience de l'épisode de sécheresse de l'année 2022 en préparation de l'été 2023. Il en sera de même pour la préparation de l'été 2024.

Le cadrage régional pour l'étiage 2022 a été maintenu pour l'étiage 2023 avec des réductions demandées pour les usages économiques de 20 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte », de 40 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte renforcée » et des dispositions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral en cas de crise. Ces éléments sont présentés sur le site internet de la DREAL PACA. Ils seront maintenus en 2024.

Des adaptations à ces réductions forfaitaires sont prévues pour les usages industriels dans 2 cas :

1. L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective selon les niveaux de gravité de sécheresse. L'arrêté préfectoral d'autorisation prévaut alors.
2. L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées. L'établissement devra notamment définir, dans le PSH, des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau d'alerte.

Vous trouverez en PJ de ce mail la trame du PSH établie par l'inspection des installations classées, également disponible sur le site internet de la DREAL PACA.

Pour tout établissement désireux d'entrer dans le cas d'adaptation n°2, le PSH sera élaboré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (IIC) au plus tôt.

L'IIC sera amenée à vérifier lors d'inspections le respect des mesures de l'arrêté cadre sécheresse et, le cas échéant, d'examiner le contenu du PSH.

Le préfet pourra décider de lever cette adaptation (n°2) s'il considère que les mesures de réduction, en période de sécheresse, proposées dans le PSH sont insuffisantes.

**Constats :**

L'exploitant déclare ne pas avoir reçu cette communication par courriel de la part de la DREAL PACA en date du 20 mars 2023.

L'exploitant n'a pas mis en œuvre de plan de sobriété hydrique (PSH).

**Type de suites proposées :** Sans suite